

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- Vu** la Constitution;
- Vu** le décret n°2019-0004/PRES- du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics ;
- Vu** la loi n°059-2015/CNT du 4 septembre 2015 portant régime juridique de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2001-446/PRES/PM/INFO du 11 septembre 2001 portant création de la Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB) ;
- Vu** le décret n°2014-609/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 24 juillet 2014, portant conditions et modalités de création, de gestion et de suppression des établissements publics de l'Etat ;
- Vu** le décret n°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ;
- VU** le décret n° 2016-381/PRES/PM/MINEFID du 20 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 16 décembre 2019 ;

**DECRETE**



**Article 1 :** En application des dispositions de l'article 45 du décret n°2014-613/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des établissements publics de l'Etat à caractère Administratif, il est accordé à la Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB), Etablissement Public de l'Etat, une dérogation aux règles de la comptabilité publique.

La gestion financière et comptable de l'Etablissement, « Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB) », est tenue conformément aux dispositions de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA).

L'Etablissement « Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB) » est notamment soumis aux contrôles des corps de contrôle de l'Etat, au respect de la réglementation en vigueur sur la commande publique, à la certification de ses états financiers par un commissaire aux comptes, à la transmission des états financiers à la Cour des comptes et au respect des soldes caractéristiques de gestion et de performances dans ses principales missions.

**Article 2 :** Il est accordé à la Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB), Etablissement public de l'Etat à caractère administratif, une dérogation en matière de rémunération salariale.

La dérogation en matière de rémunération salariale s'entend d'une amélioration de la grille salariale des EPE en vigueur au profit de la RTB. Toutefois, l'amélioration salariale doit être en cohérence avec la situation financière de l'Etablissement. Aussi, l'incidence financière de la dérogation en matière de rémunération salariale, au profit de l'ensemble des agents de l'établissement doit être couverte en totalité par les recettes propres de la structure.

La grille salariale applicable aux agents de la RTB est adoptée par son Conseil d'administration et soumise aux Ministres de tutelle pour approbation. Cette grille ne devient exécutoire qu'après son approbation expresse par le Ministre chargé des Finances.

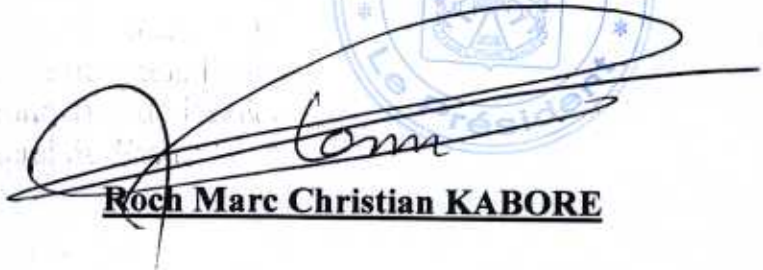
**Article 3 :** Les dispositions du présent décret complètent les dispositions du décret n°2001-446/PRES/PM/INFO du 11 septembre 2001 portant création de la Radiodiffusion et Télévision du Burkina (RTB).

**Article 4 :** Un contrat-plan, fixant les obligations et engagements de chaque partie, est signé entre le Gouvernement et la RTB.

**Article 5 :** Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15 janvier 2020




  
**Roch Marc Christian KABORE**

**Le Premier Ministre**



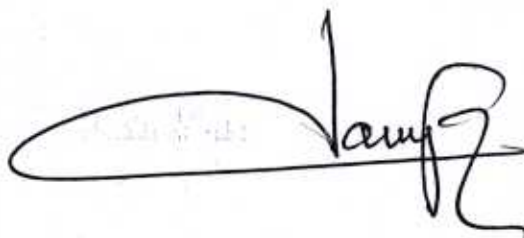
**Christophe Joseph Marie DABIRE**

**Le Ministre de l'Economie, des  
Finances et du Développement**



**Lassané KABORE**

**Le Ministre de la Communication  
et des Relations avec le Parlement**



**Rémis Fulgance DANDJINO**